



ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES
Région de La Réunion

L'Observatoire Pèi

SAGIS
GROUPE & CIE

IMAGE PME À LA RÉUNION 3^e trimestre 2025

Premier rebond, après 7 trimestres consécutifs de baisse : le 3^{ème} trimestre 2025 retrouve de la croissance globale, portée par le commerce et certains services.

Le chiffre d'affaires (CA) global des 4 143 TPE-PME réunionnaises observées augmente de 3.5% au 3^{ème} trimestre 2025, par rapport au 3^{ème} trimestre 2024. En cumul annuel, il est quasiment identique à celui de l'année précédente, à -0.2%.

Le CA trimestriel reste néanmoins orienté à la baisse pour les TPE-PME de l'industrie (-0.9%) et il recule de manière très significative pour le BTP-transport (-7.1%). Le commerce rebondit de 8.9%, ce trimestre, par rapport à l'année dernière, les TPE-PME du secteur des services poursuivent une croissance globale plus modérée (+1.2%). Cette dernière est soutenue par la croissance des activités financières et d'assurance, des activités scientifiques et techniques, des activités de services administratifs et de soutien et du secteur de l'information communication. Les 6 autres catégories de services suivies sont en recul, dont certaines fortement (voir détails ci-dessous).

Synthèse

Au 3^{ème} trimestre 2025 le Chiffre d'Affaires (CA) des TPE-PME est en hausse de 3.5% par rapport au même trimestre de l'année passée (contre -0.9% pour le trimestre précédent). Il s'agit du 1^{er} trimestre de hausse, après 7 trimestres de baisse consécutifs.

La Réunion se situe en 1^{ère} position des régions françaises étudiées, avec un résultat supérieur de 3.8% à la moyenne nationale. *NB: ces résultats ne sont pas corrigés de l'inflation. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1.2% à La Réunion (septembre, sur 12 mois - INSEE).*

- 1) Les TPE-PME réunionnaises du **SECTEUR INDUSTRIEL** voient leur CA baisser de 0.9% ce trimestre par rapport au même trimestre de l'année passée (-2.6% en cumul annuel). Les TPE-PME de l'industrie manufacturière voient leur CA baisser ce trimestre, à -1.7% (-2.8% en cumul annuel).

- 2) Le CA des TPE-PME du **BTP** et des transports baisse de 7.1% ce trimestre par rapport au 3^{ème} trimestre 2024 (-4.8% pour l'année en cours), avec, dans le détail, une baisse ce trimestre de 8% pour la construction (-5.5% pour l'année en cours) et une baisse de 4.4% pour le transport/entreposage (-2.8% en cumul annuel).
- 3) Les TPE-PME du secteur des **SERVICES** ont un CA en augmentation de 1.2% ce trimestre par rapport au 3^{ème} trimestre 2024 (+1.1% au semestre). Les évolutions en détails sont les suivantes :
 - Le CA des entreprises qui exercent dans le domaine des « activités financières et d'assurances », rebondit de 13.2% ce trimestre (+7.7% en cumul annuel)
 - « Les activités spécialisées, scientifiques et techniques » croissent de 3.7% ce trimestre (+4.2% en cumul annuel)
 - Les « services administratifs et de soutien » croissent de 8.7% ce trimestre (+2.4% en cumul annuel)
 - Les activités « immobilières » se replient à -2.6% ce trimestre (+2.1% en cumul annuel)
 - Les PME de « l'information et communication » croissent de 3% ce trimestre (-0.8% pour l'année)
 - Celles liées à « l'hébergement et la restauration » sont en baisse de 0.7% (-1.2% en cumul annuel)
 - Celles du domaine des « arts, spectacles et activités récréatives » diminuent leur CA de 8.3% ce trimestre (-2.5% en cumul annuel)
 - Celles du domaine de « la santé humaine et l'action sociale » reculent de 2.3% ce trimestre (-5%)
 - Celles du domaine de « l'enseignement » voient leur CA reculer de 13.6% ce trimestre (-15.5%).
- 4) Enfin, celles qui exercent dans le secteur du **COMMERCE** voient leur CA augmenter de 8.9% ce trimestre par rapport au 3^{ème} trimestre 2024 (+1% pour l'année en cours).

Cette analyse du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables de La Réunion est réalisée en collaboration avec le cabinet d'étude SAGIS.



⇒ **Rappel du périmètre étudié à La Réunion sur le trimestre : 4 143 TPE-PME du champs ICS (Industrie, Commerce, Services) réalisant moins de 50 millions d'euros de CA**

Les données proviennent de la base de données nationale Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales, réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME.

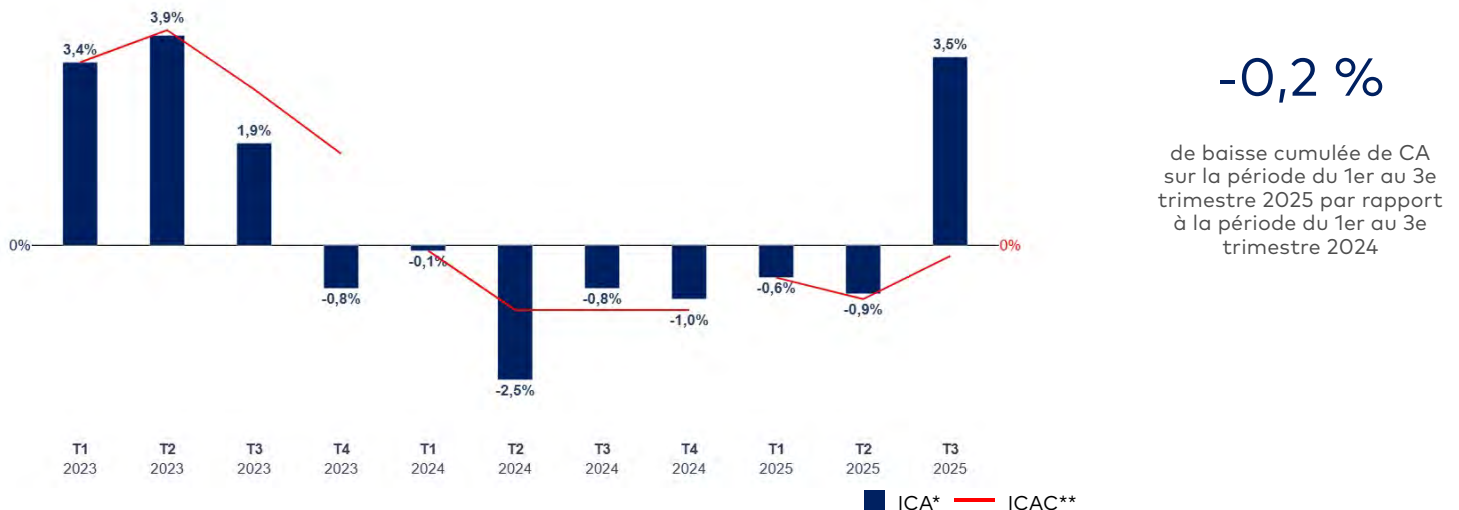
Les données proviennent des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA) : il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

NB : les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé (note méthodologique complète en fin de document).

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

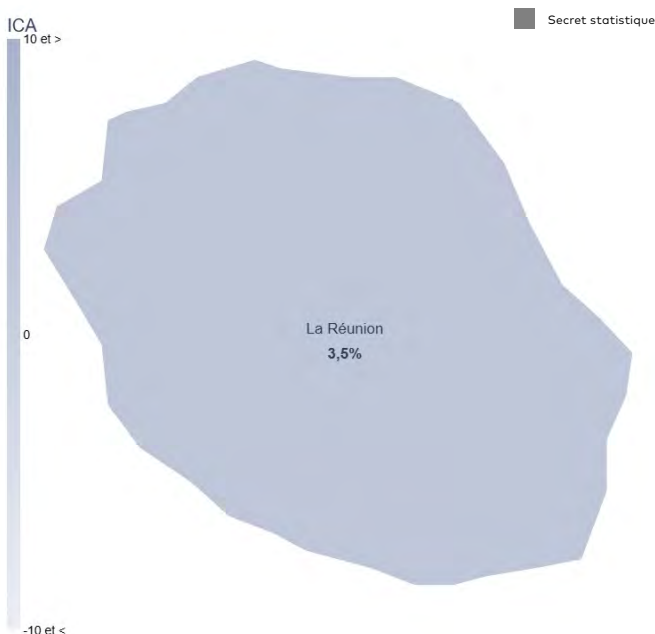
Au 3e trimestre 2025, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 4 100 TPE-PME de La Réunion de notre échantillon indique une hausse de CA de 3,5% en valeur par rapport au 3e trimestre 2024. Ce résultat est tiré par la forte évolution enregistrée pour le secteur du Commerce. Il fait suite à sept trimestres consécutifs de recul de l'activité pour les structures de l'échantillon. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) révèle, quant à lui, une baisse du CA de 0,2% depuis le début de l'année. Cette performance les place au 1er rang du classement national avec un résultat supérieur de 3,8 points à la moyenne française (-0,3%). Selon l'étude de défaillances Altares, l'été 2025 se conclut avec un record de procédures collectives, lié à un mois de septembre particulièrement difficile. La Réunion se démarque de la situation nationale, le nombre de défaillances ayant reculé de 7% en glissement annuel.

Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,2% en septembre 2025 sur les 12 derniers mois, comme au niveau national. Le taux d'inflation tend donc à repartir à la hausse. L'inflation sur un an sur l'île de la Réunion retrouve un niveau identique à celui du national, après lui avoir été supérieure depuis le début de l'année.



-0,2 %
de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024

La carte de la région



Classement des régions selon l'ICA

Territoire	ICA (Indice de chiffre d'affaires)
La Réunion	3,5%
Bretagne	0,8%
Normandie	0,4%
Grand Est	0,4%
Bourgogne-Franche-Comté	0,2%
Hauts-de-France	0,2%
Occitanie	-0,1%
Centre-Val de Loire	-0,4%
Nouvelle-Aquitaine	-0,4%
Pays de la Loire	-0,6%
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,7%
Ile-de-France	-0,9%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	-1,1%
Corse	-1,2%

*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Industrie manufacturière (C)

Au 3e trimestre 2025, les structures de l'industrie manufacturière de l'échantillon enregistrent un nouveau recul de leur activité : -1,8% en valeur après -1,3% au 2e trimestre. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une baisse de 2,8%. En effet, selon l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, les chefs d'entreprises des industries manufacturières signalent une dégradation de leur volume d'affaires au 2e trimestre 2025. Toutefois, les créations d'entreprises repartent à la hausse. En effet, elles progressent dans l'ensemble des secteurs au 2e trimestre 2025 par rapport au 1er trimestre 2025, avec une hausse particulièrement marquée dans l'industrie (+54%), selon la note de conjoncture de la Réunion publiée par l'Insee en septembre 2025. Dans le même temps, l'emploi reste stable dans le secteur de l'industrie.



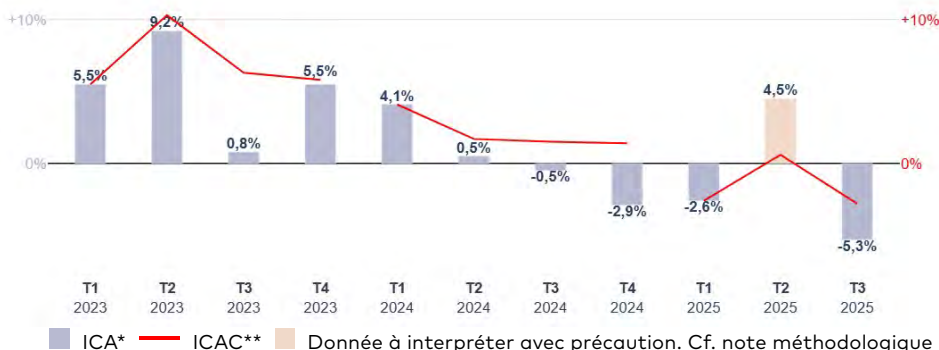
-2,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Les TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon voient leur activité reculer (-5,3% en valeur) au 3e trimestre 2025 comparativement au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, elles affichent une diminution de 2,8%. Les boulangeries-pâtisseries sont confrontées à une concurrence accrue des chaînes industrielles. Cette pression entraîne la fermeture d'un quart des établissements avant cinq ans, surtout en zone rurale, selon le cabinet Strateg'eat. L'enseigne Ange, par exemple, prévoit d'atteindre 300 points de vente en 2025. Dans ce contexte, les boulangeries-pâtisseries misent sur de nouveaux leviers de croissance : la montée en gamme avec des pains spéciaux, qui représentent désormais 40 % des ventes, mais aussi le développement d'une offre de snacking maison (plats préparés, boissons chaudes...). Malgré l'attachement des Français à leur boulangerie artisanale - 72% s'y rendent régulièrement - l'évolution des habitudes, en particulier chez les jeunes, moins consommateurs de baquettes, pourrait accentuer les difficultés du secteur.



-2,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Construction (F)

Les difficultés persistent pour les TPE-PME de la construction de l'échantillon avec un repli d'activité de 8% au 3e trimestre 2025. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une baisse de CA de 5,5%. Une tendance confirmée par la note de conjoncture de la Réunion publiée par l'Insee, qui indique une baisse du chiffre d'affaires cumulé sur un an de 8% des entreprises de la construction au 2e trimestre 2025. Dans le même temps, de juillet 2024 à juin 2025, le nombre de logements autorisés à la construction à La Réunion a reculé de 17% par rapport à la même période de l'année précédente, notamment pour les logements collectifs (-24%) et les logements individuels purs (-15%), selon la note de conjoncture publiée en septembre 2025 par la Direction de l'environnement de l'aménagement et du logement. Quelques signaux positifs apparaissent toutefois : les créations d'entreprises progressent de 48% par rapport au 1er trimestre 2025 tandis que l'emploi se maintient.



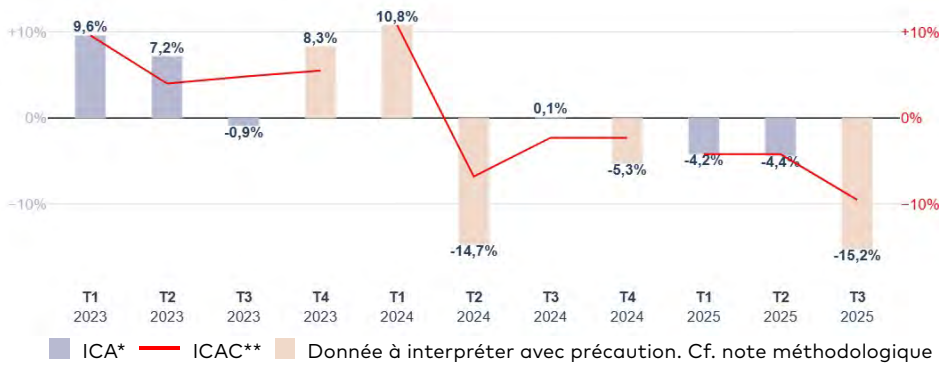
-5,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (43.99C)

Les entreprises de maçonnerie de l'échantillon affichent un quatrième trimestre consécutif de recul de l'activité lors du 3e trimestre 2025 : -15,2% en valeur comparativement au 3e trimestre 2024, diminution toutefois plus prononcée que celles des trois précédents trimestres. En cumulé depuis le début d'année, elles enregistrent une baisse de CA de 9,5%. Le secteur fait face à une diminution importante de ses effectifs : -5,1% au 2e trimestre 2025 sur un an, selon la note de conjoncture de la Réunion publiée par l'Insee. Toutefois, les mises en chantier progressent de 8% au 2e trimestre 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Elles augmentent fortement pour les logements collectifs (+25%), tandis qu'elles reculent pour les logements individuels (-8%).



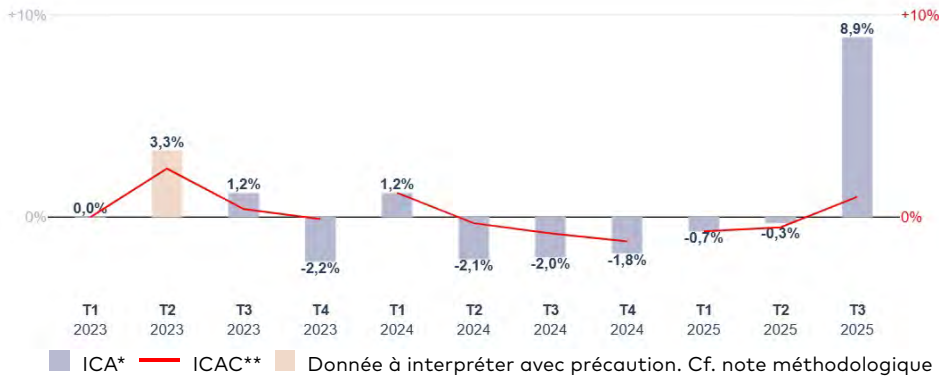
-9,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Commerce (G)

Après cinq trimestres de recul, l'activité des TPE-PME réunionnaises du commerce de l'échantillon repart à la hausse au 3e trimestre 2025 avec une forte progression de leur chiffre d'affaires (+8,9% en valeur). Cette progression explique en partie le bon résultat "tous secteurs confondus" enregistré par La Réunion sur ce trimestre. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur enregistrent une hausse de CA de 1%. Selon l'Institut d'émission des départements d'outre-mer, l'indicateur du climat des affaires, qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture, progresse fortement au 2e trimestre 2025 (+7,7 points). Cette amélioration reflète un recul de l'impact économique du cyclone Garance, qui avait frappé l'île en février 2025.



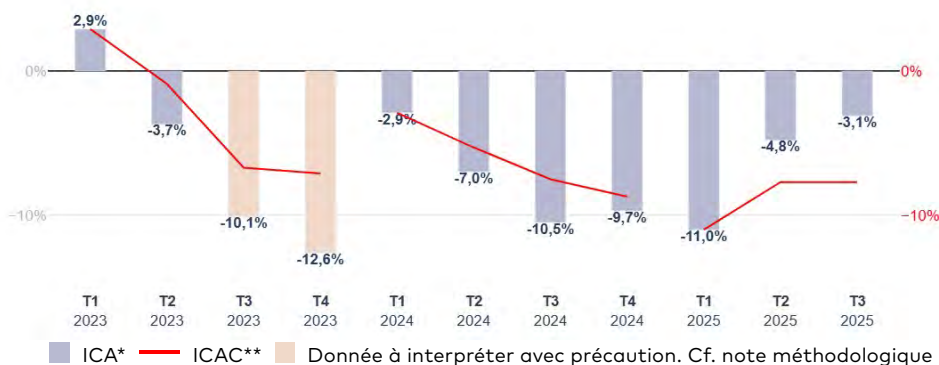
+1 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé (47.71Z)

L'indice de CA des commerces de détail d'habillement de l'échantillon recule de 3,1% au 3e trimestre 2025. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent de nouveau un repli d'activité de 7,7%. Selon l'Institut Français de la Mode, le secteur peine à retrouver son niveau d'avant la crise sanitaire. En effet, les ventes d'articles d'habillement et textile ont enregistré un léger recul de 0,1% en valeur sur le 1er semestre 2025 par rapport à la même période en 2024 contre une chute de 9,7% par rapport à 2019. En revanche, les ventes en ligne ont connu une meilleure dynamique que celles des magasins physiques : + 0,7 % en valeur par rapport au 1er semestre 2024, contre un repli de 0,8 % pour les magasins. Au cours des soldes d'été 2025, les ventes des distributeurs ont enregistré en moyenne une baisse de 2,7 % en valeur par rapport à 2024 en raison du recul de la fréquentation des magasins. Selon Altares, le taux de défaillance des entreprises du secteur en France a enregistré une hausse de 5% sur le 3e trimestre 2025.



-7,7 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Transports et entreposage (H)

Au 3e trimestre 2025, les structures des transports et de l'entreposage de l'échantillon enregistrent un septième trimestre consécutif de baisse d'activité (-4,4% en valeur). En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent un recul de CA de 2,8%. Selon la Fédération nationale du transport routier (FNTR), l'activité du secteur se stabilise au 3e trimestre 2025. Si le cycle de repli s'interrompt, le niveau d'activité reste toutefois inférieur à la moyenne de long terme. Quant aux investissements, ils demeurent contenus à un niveau minimal et concentrés sur le renouvellement du parc de véhicules, sans véritable reprise de l'investissement de croissance. La FNTR note néanmoins que les effectifs de conducteurs progressent légèrement tandis que les difficultés de recrutement diminuent nettement. Autre indicateur positif, les défaillances d'entreprises du transport routier de marchandises ont reculé de 15% au 3e trimestre 2025, selon le cabinet Altarea.



-2,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Hébergement et restauration (I)

Les structures de l'hébergement et restauration de l'échantillon voient leur activité se replier pour le septième trimestre consécutif : -0,7% au 3e trimestre 2025 par rapport au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur enregistrent une baisse de CA de 1,2%. Toutefois, selon la note de conjoncture de la Réunion publiée par l'Insee en septembre 2025, la fréquentation des hôtels et d'autres hébergements collectifs de tourisme de La Réunion progresse de 8% au 2e trimestre 2025 par rapport au 2e trimestre 2024. Si l'offre de chambres croît (+4%), le taux d'occupation se maintient à 59% lors du 2e trimestre 2025. La fréquentation progresse particulièrement dans les établissements de l'Ouest de l'île (+15%). Elle augmente aussi bien pour la clientèle résidant en France (+7%) que pour celle résidant à l'étranger (+20%).



-1,2 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les restaurants traditionnels de l'échantillon voient leur activité quasiment stagner : -0,3% au 3e trimestre 2025 en glissement annuel. En cumulé depuis le début d'année, ils affichent une baisse de CA de 2,4%. Au 2e trimestre 2025 sur un an, les prix des produits alimentaires poursuivent leur progression (+3,2%), hausse principalement tirée par celle des produits frais (+9,5%) dont les prix demeurent élevés suite au passage du cyclone Garance, selon l'Institut d'émission des départements d'outre-mer. Dans ce contexte inflationniste, la baisse de fréquentation des restaurants conjuguée à une intensité accrue de la concurrence des circuits alternatifs (boulangeries, coffee-shops...) fragilise de nombreux établissements. En effet, 61% des Français ont réduit leur niveau de restauration en 2025 en raison de la contraction du pouvoir d'achat, selon l'Insee.



-2,4 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Activités immobilières (L)

Après deux trimestres de croissance, le CA des entreprises des activités immobilières de l'échantillon enregistre un recul lors du 3e trimestre 2025 : -2,6% en valeur comparativement au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une progression de CA de 2,1%. Selon l'Observatoire de l'immobilier Immo des îles, l'offre de biens en septembre 2025 continue de reculer, avec un niveau d'indice de 61 (sur un indice de référence 100), après 63 en août et 64 en juillet. Si la demande d'acquisition a progressé en juillet (+5 points par rapport au mois précédent) et en août (+4 points), la situation politique entraîne une forte baisse en septembre (-12 points). Toutefois, le volume des ventes se maintient à un niveau très élevé en septembre (+5 points), porté par la région Sud de l'île.



+2,1 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Activités spécialisées, scientifiques et techniques (M)

Les TPE-PME des activités spécialisées, scientifiques et techniques de l'échantillon voient leur CA croître pour le cinquième trimestre consécutif : +3,7% en valeur au 3e trimestre 2025. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur enregistrent une hausse de CA de 4,2%. Pour rappel, ce secteur intègre des activités diverses : activités juridiques et comptables, conseils, architecture, ingénierie, recherche, publicité, scientifiques, vétérinaires,...



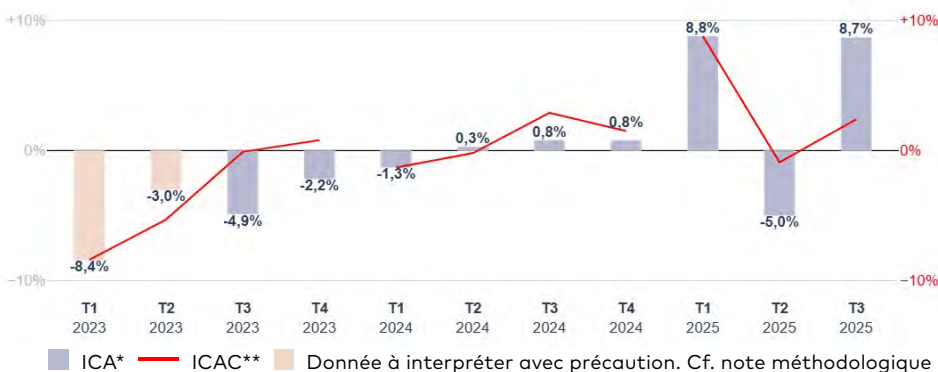
+4,2 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024



Activités de services administratifs et de soutien (N)

Après la baisse du 2e trimestre (-5%) et la forte hausse du 1er trimestre (+8,8%), les structures des activités des services administratifs et de soutien (location de véhicules, agences de voyages, travaux d'aménagements paysagers, sécurité...) de l'échantillon voient leur CA progresser de 8,7% au 3e trimestre 2025 par rapport au 3e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, les TPE-PME du secteur affichent une hausse de CA de 2,4%.



+2,4 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 3e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 3e trimestre 2024

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 4 100 entreprises au niveau local. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant, notamment celles réalisées lors du mois de juillet, ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en pourcentage.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur <https://www.experts-comptables.fr/> et <https://bibliothique.com/bibliordre>; retrouvez les indicateurs sur tous les secteurs d'activité sur www.imagepme.fr / Rubrique Données.

Infographie réalisée par :

